

Les évêques veulent arracher un accord avant Noël

RD CONGO L'Église a repris sa médiation et accentue sa pression

- L'Église catholique a exigé qu'un accord soit trouvé avant Noël dans la crise provoquée par le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila.
- Les négociations achoppent toujours sur la libération de sept prisonniers politiques.

Avant de quitter les évêques congolais convoqués au Vatican, le pape François a béni le Congo : « *Je réitère un appel vibrant à tous les Congolais pour que dans ce moment délicat de leur histoire, ils soient des artisans de réconciliation et de paix.* » Il a aussi souhaité « *que Noël ouvre des chemins d'espoir.* »

Une exhortation formulée alors que le Congo compte ses morts : selon un « bilan provisoire » des Nations unies, 19 personnes ont été tuées à Kinshasa, Lubumbashi et Matadi en plus de 45 blessés. Les autorités revoient ce chiffre à la baisse et ne reconnaissent que 11 morts. Dans les villes qui se sont enflammées sitôt qu'est venu à expiration le mandat de Joseph Kabila, le calme peine à revenir, l'encadrement policier est toujours massif et la population exprime toujours sa colère et ses craintes. A Kinshasa cependant, les exigences de la survie quotidienne ont obligé les 10 millions d'habitants à

sortir de chez eux et à reprendre leurs activités, fût-ce au ralenti, mais beaucoup de boutiques sont restées fermées. A Goma, 20 jeunes activistes du mouvement Lucha ont été arrêtés à l'occasion d'un sit-in alors qu'ils proclamaient « *Bye Bye Kabila* ».

Comme ils l'avaient annoncé avant leur départ, les prélats membres de la Conférence épiscopale, la Cenco, ont donc repris leur effort de médiation. Ils ont convoqué une nouvelle réunion, rassemblant autour d'une table des porte-parole de la majorité présidentielle et des représentants du Rassemblement de l'opposition. Mais le

« format » de la rencontre est de plus en plus restreint : trente personnes la semaine dernière, dix cette fois, pour le troisième et sans doute dernier acte d'une négociation de la dernière chance. Monseigneur Marcel Utembi, président de la Cenco, a lancé un avertissement clair aux hommes politiques : « *Notre souhait est de clôturer avant Noël. Si les acteurs politiques et la société civile n'arrivent pas à un compromis à cette échéance, la Cenco en tirera toutes les conséquences qui s'imposent.* »

Si les points litigieux demeurent les mêmes, les circonstances ont cependant changé depuis la semaine dernière : sans attendre le résultat de la médiation épiscopale, le président Kabila a promulgué la liste d'un éléphanteresse gouvernement de 68 membres. Des membres de sa majorité sou-

lignent que si un accord était trouvé avec l'opposition radicale, des postes supplémentaires pourraient encore être trouvés pour les ralliés de la dernière heure, à moins que des nouveaux élus ne soient déjà priés de céder leur siège... En plus des violences des derniers jours, le climat est également plombé par le déploiement sécuritaire et par les propos d'Etienne Tshisekedi qui, sans appeler à manifester, a cependant exhorté ses compatriotes à ne plus reconnaître l'autorité de M. Kabila.

C'est bien là que le bât blesse : les négociations

achoppent toujours sur la « décripation » c'est-à-dire la libération de sept prisonniers politiques « emblématiques », et sur la durée de la transition, mais le fond du problème demeure l'avenir politique de M. Kabila qui ne veut pas céder le pouvoir.

Ses partisans justifient son maintien par l'article 70 de la Constitution stipulant « *qu'à la fin de son mandat, le président de la République reste en fonction jusqu'à l'installation effective du nouveau président élu* » tandis que les opposants citent l'article 64 de la même Constitution, selon lequel « *tout Congolais a le devoir de faire échec à tout individu ou groupe d'individus qui prend le pouvoir par la force* »...

Estimant qu'en négligeant délibérément d'organiser les élections dans les délais pres-

crits, le pouvoir a fauté, les opposants souhaiteraient mettre sur pied un « Conseil national de transition » qui pourrait être présidé par Etienne Tshisekedi. On peut imaginer que ce dernier, qui s'était déjà autoproclamé président après les élections contestées de 2011, ne manquera pas alors de se considérer comme un « président bis », ce que les partisans de Kabila refusent absolument. ■

COLETTE BRAECKMAN

VIOLENCES

Jets de pierres sur le gouverneur du Haut-Katanga

Le gouverneur de la province du Haut-Katanga, dans le sud-est de la République démocratique du Congo, a dû fuir mercredi sous des jets de pierres à Lubumbashi, au lendemain de violences ayant fait au moins huit morts dans cette ville. L'incident s'est produit en milieu d'après-midi sur le lieu même des heurts de la veille, où le gouverneur Jean-Claude Kazembe avait décidé de se rendre à pied avec des partisans à l'occasion d'une « marche de la paix » destinée à montrer que les autorités contrôlaient la situation. « *Nous avons fui comme des enfants* », a reconnu un proche du gouverneur, l'élu ayant finalement été exfiltré après l'intervention de policiers qui ont tiré en l'air pour disperser les manifestants. (afp)

Le fond du problème demeure l'avenir politique de Joseph Kabila qui ne veut pas céder le pouvoir